

<http://ugtg.org/spip.php?article845>



Elie DOMOTA : Les Etats Généraux, un moyen de casser LKP !

- Dossier spécial LKP - Prises de parole du LKP -



Date de mise en ligne vendredi 3 avril 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Bonswa pèp Gwadeloup,



Nous sommes bien contents de nous retrouver, et surtout nous sommes bien contents que l'Etat et les patrons nous donnent l'occasion de nous retrouver. Car si nous sommes ici ce soir, c'est aussi parce qu'il y a aujourd'hui entre 44 et 45 grèves en Guadeloupe. **Nou pa konpwann - on ?!** Nous revenons de 44 jours de mobilisations, la grève générale a été suspendue... et il y a 44 ou 45 entreprises en grève ; et il y des grèves qui éclatent chaque jour !

Et c'est dans un tel contexte qu'ils ont dit et annoncé la semaine dernière qu'ils allaient faire des Etats-Généraux ! [1] Et dès lors [pas mal d'individus ont fait leur apparition](#), pas mal de gens qui n'ont jamais honte. Car à chaque fois que l'Etat français dit " A table !", eh ben il y a beaucoup qui courent s'assoir.

Ils ignorent ce qu'il y a au menu, ils ne savent pas qui a cuit le repas, ils ignorent le nom des invités et des convives... mais ils sont là, assis à table !

Nous ne serons pas très long sur ce chapitre... nous n'avons pas encore pris de décision. car c'est samedi matin que le LKP se réunira pour prendre une décision et dire ce qu'on en pense de ces Etats-Généraux. Mais à titre personnel je tiens déjà à dire que je ne mange pas n'importe quel manger, même si j'ai faim ; et que je ne m'assieds pas à table avec n'importe qui.

Car il faut bien comprendre ce qui se passe et ce qui est en jeu, camarades. Pendant 44 jours, le peuple de Guadeloupe a fait les Etats-Généraux : nous avons posé des questions, **nou monté nou désann** (nous avons longuement marché) ; le peuple de Guadeloupe a dit ce dont il a envie et besoin, ce dont il ne veut pas ! Et pourtant, **misyé SARKOZY la** a tout bonnement décidé de faire faire ses Etats-Généraux et nous a dit : *voilà les thèmes que j'ai choisi pour vous !*

La nouvelle gouvernance, les modifications statutaires, les évolutions administratives et patiti local et patata national...

Puis on nous a dit : la formation des prix... Puis on nous a parlé de la rénovation du dialogue social... Ils ont donc inventé toute une série de choses pour nous et dit en substance : *puisque vous protestez, voilà ce que nous allons faire !*

Et ils ont alors cherché en tout premier lieu à casser le LKP ! Comment ?!

L'UGTG, la CGTG, la CTU, FO et la CFDT (5 organisations syndicales membres du LKP) ont reçu une lettre du sous préfet de Basse-Terre, M. Gautier nous disant que le préfet SAMUEL en charge des Etats-Généraux nous invitait à une réunion le vendredi 20 mars à 14H00. Point ! L'UGTG a reçu cette convocation pour 14H00, FO en a reçu une pour 14H45, la CGTG pour 15H30... Enfin, tous les 45 minutes, chaque organisation était reçue pour une "audition".

Ils ont fait la même chose avec les partis politiques : UMP, PS, GUSR...

LKP et le peuple de Guadeloupe ont posé des problèmes ; mais ce qu'ils cherchent à faire aujourd'hui c'est de casser la légitimité du peuple et de casser la légitimité du LKP !

A réception de ce courrier nous nous sommes dit qu'il y avait un sérieux problème. Comment ces messieurs pouvaient nous appeler à une rencontre et pas les autres ?! Nous avons donc décidé de ne pas nous y rendre !

En ne nous voyant pas, SAMUEL et DESFORGES (actuel préfet de Guadeloupe) nous ont alors appelés. Nous lui avons dit qu'il y avait un problème : nous avons reçu nous convoquant à une réunion à 14H00. Point. Nous n'allons pas à des réunions de la sorte ! Nous ne souffrons pas de réunionite ! Lorsque nous recevons un courrier nous invitant à une réunion, il faut pour que nous nous déplacions que nous sachions au moins qui a convoqué, sur quoi et pour quoi.

Et nous avons dit à SAMUEL que si justement ils avaient un minimum de respect pour le peuple guadeloupéen, ils nous auraient adressé un véritable courrier nous disant qui il était (lui SAMUEL), qui l'accompagnait, qui l'avait missionné, dans quel cadre et pour faire quoi, et ce que c'est que les Etats-Généraux... ! De nous l'expliquer avant que nous ne venions à une réunion en petit comité !!!

Sa réponse a été de nous que oui, il était d'accord pour recevoir le LKP mais que malheureusement il ne le pourrait pas car il s'en allait en Martinique avec JEGO ! Et qu'il allait demander au préfet (pourtant assis à ses côtés lors de l'échange téléphonique) de nous écrire et de nous recevoir si nous le souhaitions !

Le préfet nous a donc adressé un courrier samedi dernier (28 mars 2009) nous disant ce qu'étaient que les Etats-Généraux, qu'il y avait 8 thèmes, et nous indiquant qu'il était prêt à nous recevoir lorsque nous le souhaitions. Nous lui avons répondu que nous lui ferions connaître notre position la semaine prochaine... Puisque c'est samedi que nous analyserons la situation.

Mais en attendant, comment peut-on comprendre qu'après tant de problèmes soulevés par nous, qu'avec tous les problèmes qui se posent en Guadeloupe aujourd'hui, on puisse trouver des Guadeloupéens pour aller s'asseoir dans des ateliers des Etats-Généraux et qui souhaitent faire des Etats-Généraux en 10 JOURS ! Car c'est exactement ce qu'ils font !

Ils ont prévu de se rassembler la semaine prochaine entre eux pour savoir ce qui se passe en Guadeloupe ! Puis la semaine du 13 ils comptent dresser un état des lieux ! Ils comptent discuter entre eux et après, **mòso SARKOZY** (le fier à bras de SARKOZY) viendra dans la semaine du 20 avril 2009 pour ouvrir officiellement les Etats-Généraux et pour faire des consultations publiques ! Et cela s'achèvera à la dernière semaine du mois de mai... puisque les élections européennes vont démarrer après. Et lorsqu'il y a des élections européennes, il ne doit rien y avoir d'autre, puisqu'on est précisément en période électorale. Cà, nous le savons tous.

Cela signifie qu'en 10 JOURS (avec Pâques, 1er Mai, 8 Mai) ils vont faire les Etats-Généraux de la Guadeloupe : la plus grande consultation du peuple dans l'histoire de la Guadeloupe, qui n'a jamais encore eu lieu et qui décidera de l'avenir de ce peuple. **En 10 JOURS !!!** Voilà ce qu'ils nous proposent !!!

Et bien évidemment, on entend deux ou trois venir nous dire : *Ah oui, c'est une chance historique ! Il faut la saisir !* //

ne faut pas que vous pratiquiez la politique de la chaise vide, sinon on dira de vous que vous n'êtes qu'une bande de voyous !...

Comme l'affirme aujourd'hui Patrick KARAM qui a couillonné les Martiniquais, Guadeloupéens et Guyanais du temps où il était président du Collectif DOM. Aujourd'hui plus personne ne veut en entendre parler ni même le voir, même pas en photo ! Il a dans cette interview dit qu'il connaît l'UGTG et qu'effectivement, il avait eu l'occasion de venir à notre local. Mais nous lui disons de ne plus jamais y foutre les pieds ! Et que si jamais il s'aventurait à gravir les 48 marches qui conduisent à notre local, il aurait à les redescendre la tête en avant ! Car nous ne fréquentons ni les minables ni les **dirigonflistes** (opportunistes qui vont à la soupe - au riz) ! [2]

Tout cela pour dire qu'il suffit à l'Etat de sonner la cloche du repas pour trouver des gens qui vont s'asseoir là et qui nous disent : *Non, non, c'est une chance historique, il faut y venir !*

Toutes les décisions qui vont être arrêtées dans les Etats-Généraux sont déjà prises !

Camarades, il nous suffit de prendre un un exemple : Il y a un chantier [atelier] dirigé par le président du Conseil Economique & Social Régional (CESR), Misyé Jocelyn JALTON ! [3] Le nom de cet atelier est : "*La rénovation du dialogue social & la formation professionnelle*". Deux thèmes qui déjà ne vont pas du tout ensemble ! Mais c'est bien évidemment un traquenard.

Car tout le monde sait que la formation professionnelle est une question pour laquelle se battent toutes les organisations, et particulièrement les organisations syndicales, membres du LKP... Mais comme ils veulent à tout prix nous enchaîner dans le dialogue social, ils ont fait le choix de nous inviter à parler de la formation professionnelle pour tenter de nous *brêcher* (hameçonner). Utiliser donc le thème de la formation professionnelle comme appât pour faire avancer le dialogue social...

Et comme depuis 4 ans ils nous proposent de créer une Association de Promotion du [Dialogue Social](#) [4]... Ils veulent voir comment ils arrivent à casser les grèves ici ; comme ils l'ont fait en Martinique, tout en sachant qu'il n'y a jamais eu autant de licenciements en Martinique que depuis la création de cette association...

la deuxième chose qu'ils veulent mettre en place c'est un [Institut Régional du Travail](#)

Et la troisième chose qu'ils entendent créer c'est, là aussi comme en Martinique, une Agence Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail ... Ainsi en cas de problème dans une entreprise, les salariés, point besoin de faire grève, point besoin de syndicat : il suffirait de saisir l'ARACT, qui viendra faire une médiation dans l'entreprise. Plus besoin de syndicat, finissons en avec cette culture syndicale et de la grève...

Voilà ce qu'ils veulent faire, voilà leur conception du Dialogue social ! C'est cela que cet atelier est chargé de prendre comme décision : La création d'un IRT, d'une APDS, et d'une ARACT !

Leur invitation aux syndicats, aux travailleurs et au peuple de Guadeloupe ne vise qu'à légitimer leurs décisions ! Afin qu'ils puissent dire : vous étiez là ! Et pour le cas où vous veniez à dire demain que vous n'êtes pas d'accord... Les conclusions écrites de leurs synthèses, ateliers et chantiers commenceront par la phrase suivante : "*Les participants - noms des participants - ont décidé de...*" ! **Vous n'étiez peut-être pas d'accord, mais vous étiez bien là !**

Voilà leur manière de fonctionner ! Car bien évidemment ils nous prennent pour des couillons, car bien évidemment ils prennent les Guadeloupéens pour un peuple d'imbéciles ! Car ces gens là fonctionnent selon le même principe que celui dicté par un de nos [proverbes](#) : **Kon malpwop ki vwè térinn nèf !** (excités comme les malpropres à la vue d'une bassine neuve). C'est exactement ce qui se passe !

C'est pourquoi nous profitons pour lancer un appel à tous ces gens aussi afin de leur dire : Essayons de nous respecter un tant soit peu ! Essayons d'avoir au moins un minimum de respect envers les Guadeloupéens ! Cessons de nous précipiter toutes les fois où on nous donne à manger ! Cuisons nous même notre repas ! Aimons un peu notre pays ! Décidons ensemble de ce qu'il faut à notre pays ! Car il est inadmissible que l'on veuille de nouveau décider pour nous ! Car ce qu'il y a d'important c'est ce dont nous nous avons envie ; et non pas ce dont les autres ont envie pour nous !

Et à ceux qui seraient tentés de dire qu'il y aura du désordre, nous tenons à les rassurer : il n'y aura jamais plus de bordel qu'il n'y en a eu hier et aujourd'hui, car ce pays il y a longtemps qu'il est en bordel ! Et c'est à nous précisément de le remettre bien !

Deux mots sur l'Accord Jacques BINO

Le jeudi 26 février dernier, un accord était signé par 6 organisations patronales. Cela représentait à peu près entre 17 et 20 mille salariés.

Camarades, depuis le 26 février, les camarades des différents syndicats - qu'il s'agisse de FO, de la CGTG, de l'UGTG, de la CTU, de la CFDT, CFTC, FSU... - s'activent sur le terrain des luttes sociales pour que les patrons signent l'accord Bino.

Et aujourd'hui, c'est plus de 25000 salariés supplémentaires qui y ont droit ! Cela fait au total plus de 45000 salariés concernés, bénéficiaires en Guadeloupe ; et ceci, dans tous les secteurs d'activité : cliniques privées [5], sécurité privée, hôtellerie, grande distribution, Banques, Immobilier... Autant d'entreprises adhérentes du MEDEF ! Ils ont signé car nous leur avons clairement signifié que s'ils ne signaient, les travailleurs resteraient engrève chez eux. Et que s'ils venaient à ouvrir malgré tout avec la complicité de l'Etat et de ses manblos, aucun Guadeloupéen n'entrerait y acheter !

Et disons le haut et fort : Aujourd'hui nous restons sur cette même position ! Nous resterons en grève totale et générale tant qu'ils n'auront pas tous signé l'[Accord Jacques BINO](#) ! Et nous leur disons tout aussi fort afin qu'ils puissent l'entendre jusqu'au ministère : demain, vendredi 3 avril 2009, ils réunissent à nouveau une [commission sur l'extension de l'Accord BINO](#). Camarades salariés, nous ne comptons pas sur leur extension ! C'est le MEDEF qui dicte à l'Etat sa politique et qui décide de ce que le gouvernement décidera ! S'ils veulent faire l'extension, ils commenceront par [retirer le préambule](#), car ils n'aiment pas [lire ou entendre la vérité](#). Et ils enlèveront aussi l'article 5 portant la clause dite de convertibilité ; afin que dans un an nous perdions 50 euro et 200 euro dans trois ans !

Cela signifie camarades que quelque soit la décision qu'ils prendront demain, nous devons nous mettre en grève partout où ils n'appliquent pas l'Accord BINO !

[1] Sarkozy avait annoncé la tenue des Etats-Généraux dans les colonies de Guadeloupe & Martinique ; mais sans en préciser la date.

[2] Mot valise tiré de de riz & gonfler

[3] A ne pas confondre avec [Jocelyn Valton](#), critique d'art

[4] [Sur la question du Dialogue social : Retrouvez tous les articles sur notre site](#)

[5] Mòso KADJI la pérerait qu'il ne signerait jamais cet accord. Il a signé le mercredi 1er avril comme tous les copains !